

Irlande du Nord : Truss «déterminée» à trouver une solution au différend sur le statut post-Brexit

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 25 minutes,
Mis à jour à l'instant

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/00:44 🔊



La nouvelle première ministère britannique a participé à sa première séance de questions au Parlement. *JOHN SIBLEY / REUTERS*

Le Royaume-Uni et l'Union européenne se livrent à un vrai bras de fer sur cette épineuse problématique.

La nouvelle première ministère britannique Liz Truss s'est dite mercredi 7 septembre «*déterminée*» à travailler avec «*toutes les parties*» pour régler la crise liée au statut post-Brexit de l'Irlande du Nord, disant préférer «*une solution négociée*» dans le bras de fer engagé avec l'Union européenne.

Le protocole nord-irlandais, négocié au moment du Brexit, crée une frontière douanière de facto entre l'île de Grande-Bretagne et la province britannique, compliquant les approvisionnements et provoquant la colère des unionistes attachés à

l'appartenance au Royaume-Uni.

Face au blocage des institutions politiques locales et après des mois de négociations infructueuses, Londres a introduit une loi, en cours d'examen parlementaire, pour revenir sur certaines dispositions clés de cet accord de manière unilatérale, s'attirant des menaces de représailles commerciales de Bruxelles. *«Nous devons régler les problèmes du protocole nord-irlandais, qui a porté atteinte à l'équilibre entre les communautés en Irlande du Nord»*, a déclaré Liz Truss lors de sa première séance de questions au Parlement en tant que cheffe du gouvernement.

«Je suis déterminée à le faire et déterminée à travailler avec toutes les parties pour trouver une solution, a-t-elle ajouté. Ma préférence va à une solution négociée, mais elle doit alors reprendre les éléments de notre législation sur le protocole nord-irlandais».

«Nous ne pouvons pas laisser la situation s'éterniser parce que ma priorité numéro un est de protéger la suprématie de l'accord du Vendredi Saint», qui a mis fin en 1998 à trois décennies de conflit entre unionistes, surtout protestants, et républicains essentiellement catholiques partisans d'une réunification avec la République d'Irlande, a-t-elle insisté.

Sept procédures d'infraction contre Londres

Le protocole a été conçu pour répondre à un double objectif: protéger l'intégrité du marché unique européen et éviter le retour d'une frontière terrestre qui risquerait de fragiliser la paix. Depuis plusieurs mois, les unionistes refusent de former un exécutif local, censé être partagé avec les républicains du Sinn Fein désormais majoritaires, si le texte n'est pas retoqué.

La Commission européenne a déclenché au total sept procédures d'infraction contre Londres pour non-respect du protocole. Le texte n'a toutefois jamais été mis complètement en œuvre car des périodes de grâce sur les contrôles ont été instaurées et prolongées pour des produits comme la viande non surgelée ou les médicaments.

Ce différend est également au cœur de tensions entre Londres et Washington, et le sujet a été abordé mardi soir lors du premier entretien téléphonique entre Liz Truss et Joe Biden, aux racines irlandaises.